

14 décembre 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

## Entretien accordé par M. François Mitterrand, Président de la République, à la télévision yougoslave, notamment sur les relations internationales, Paris, mercredi 14 décembre 1983.

QUESTION.- Monsieur le Président, la France est la cinquième puissance industrielle du monde. Elle est par ailleurs un des plus grands vendeurs d'armes et elle est également porteuse d'une des plus grandes cultures de cette planète. Depuis que vous êtes Président de cette France, est inauguré dans le comportement international un nouveau slogan : la moralisation de la politique internationale. C'est également dans votre programme électoral. Qu'est-ce que cela veut dire moralisation de la politique internationale ?

- LE PRESIDENT.- Je ne crois pas avoir employé ce mot. Je ne prétends pas donner des leçons aux autres. Simplement peut-être pensez-vous à cela parce que je pense que la société internationale repose sur quelques principes reconnus par les institutions les plus importantes, principes peu ou mal appliqués, et que revenir à ces principes c'est peut-être, et c'est certainement même, la seule façon de défendre la paix, la paix dans l'équilibre, la paix entre les peuples et à l'intérieur de ces peuples les droits de l'homme. Donc, ce rappel constant de principes déjà anciens et souvent bafoués, me paraît être une des conditions d'une vie harmonieuse entre les peuples de la terre. Si on y ajoute des considérations à la fois politiques et économiques, parfois culturelles sur les relations du Nord et du Sud, des pays industriels et des pays qui ne le sont pas, en mettant l'accent sur le fait que les pays dits riches n'ont aucune chance de sortir de la crise où ils se trouvent tant qu'ils ignoreront les besoins du Sud considéré comme pauvre, que l'on sortira ensemble de la difficulté ou pas du tout. Bon, on peut appeler cela moralisation si vous le voulez, mais telle n'est pas mon intention de moraliser, je cherche simplement à m'en tenir à quelques règles simples d'existence et de comportement.

- Vous disiez cinquième puissance industrielle du monde, cela peut se discuter. Nous pourrions être la quatrième aussi. Disons que nous sommes dans le lot de tête.\

QUESTION.- Vous employez aussi de temps en temps un slogan, quelque chose qui me semble un slogan, c'est l'espace social européen. Est-ce que cela est aussi dans le contexte d'équilibre mondial que vous avez mentionné ?

- LE PRESIDENT.- Non, ce n'est pas un slogan, c'est une revendication de la France. Elle a tendance à devenir slogan parce qu'il faut la répéter souvent et que ce n'est pas très bien entendu par la plupart des autres. Comment voulez-vous faire l'Europe, pour l'instant c'est une Europe à Dix, dont vous connaissez les difficultés, comment voulez-vous faire cette Europe à Dix si vous n'y associez pas étroitement les travailleurs et les producteurs si vous n'avez pas toute une législation sociale commune. J'ajoute que c'est également un point de vue économique car des conditions sociales vraiment trop différenciées d'un pays à l'autre pèsent sur les prix de revient, je veux dire par là que le développement harmonieux des différents pays de l'Europe des Dix `CEE` doit comporter un certain alignement sur les réformes sociales les plus avancées et parmi les plus avancées je crois que la France ne se trouve pas mal située. L'espace européen ce sera la prise de conscience par le plus grand nombre de la réalité de l'Europe qui ne peut pas être simplement l'Europe des élites ou l'Europe des cultures. Il faut aussi l'Europe de la production et en particulier des forces productives.\

QUESTION.- Monsieur le Président. Je voudrais poser une question assez directe. Le monde est

plein de crises et la fin de l'année s'approche. Quelles sont vos prévisions pour l'année qui va arriver : 1984, et quelle est la crise la plus dangereuse d'aujourd'hui ?

- LE PRESIDENT.- Ne me transformez pas en prophète. Je n'en sais pas plus que vous. Je dois simplement me fier à mes intuitions et à mon expérience. Je continue de considérer que la crise qui tourne autour des problèmes de sécurité entre l'Est et l'Ouest, domine la scène du monde et que beaucoup de conflits qui se déroulent ailleurs sont souvent aggravés ou deviennent sans issue possible à cause de cette rivalité sans fin entre les deux plus grandes puissances et les blocs qu'elles représentent.\

` Suite réponse sur les conflits internationaux `

- Mais je ne mésestime pas l'importance de certains autres conflits qui échappent à la définition que je viens de donner, je pense en-particulier au conflit entre l'Irak et l'Iran qui n'est pas un conflit entre l'Est et l'Ouest, qui est un conflit qui se déroule dans des lieux où historiquement une certaine frontière entre deux mondes est constante depuis plusieurs siècles, deux formes de civilisation, de part et d'autre, point limite du monde arabe, du monde persan, interprétation religieuse, vocation spirituelle, intérêts économiques et pratiques, stratégies, tout cela se mêle et cela ne relève pas du conflit Est - Ouest. J'observe d'ailleurs la prudence avec laquelle les deux plus grandes puissances se comportent à l'égard de ce conflit. J'ai l'air, à la suite comme cela, de développer deux thèses contradictoires, ce n'est pas le cas, c'est pour vous dire que je pense que la dominante actuelle c'est la tendance des blocs militaires à prendre en compte tous les conflits qui se dessinent sur la surface du globe avec cependant des permanences historiques et géographiques telles que celles que je viens de citer. Mais je vois à plus grande distance un danger pour le monde dans ce que j'appelais tout à l'heure précisément la relation Nord - Sud, c'est-à-dire que plus la disparité s'accroîtra entre le développement des pays riches et la pauvreté des pays en voie de développement, et plus les risques de conflits majeurs risquent d'éclater, en raison même de la disproportion démographique que représentent ces deux mondes. Voilà ce que puis vous dire.\

` Suite réponse sur les prévisions pour 1984 `

- Evidemment le problème nucléaire me préoccupe aussi beaucoup. 1984 sera, on l'annonce de tous les côtés, une année difficile & je crois quand même qu'elle devrait nous apporter un peu plus de lumière, un peu plus d'ouverture. D'abord un fléchissement de la crise économique que connaît l'Occident, déjà un retour vers une certaine croissance. Donc plus d'optimisme, plus d'inventions traduites dans l'industrie appliquée, plus de créations diffusées dans les masses. A-partir de là peut-être aussi une meilleure disposition pour trouver l'équilibre qui manque encore dans les forces de sécurité, de part et d'autre.\

QUESTION.- ... Et le mot français était utilisé depuis 1975 pour décrire une atmosphère nouvelle dans les relations internationales, l'aide à la détente. Mais on dit maintenant que la détente est morte. Est-ce qu'on peut faire revivre la détente ?

- LE PRESIDENT.- Je ne veux pas jongler avec les mots. Si l'on veut identifier un vocabulaire, ce qui se comprend avec une période historique, c'est vrai que la période de détente comme on l'a comprise après la période de guerre froide est terminée. Je crois que maintenant, il faut parler de la nécessité de construire une période d'équilibre. A l'intérieur de cet équilibre, il y aura beaucoup de tensions. Je ne suis pas assuré que l'on reparle de la détente à la façon dont on en parlait récemment. Les nations, les plus grandes nations resteront encore méfiantes longtemps vis-à-vis l'une de l'autre mais, si l'on ne s'enferme pas dans les notions de vocabulaire, ce sera quand même une certaine forme de détente, parce qu'après tout les guerres froides cela se termine souvent en guerres chaudes. Moi je crois que les guerres froides peuvent se terminer et se termineront cette fois-ci en détente, si l'on en revient à votre première définition, période de guerre froide, période de détente. Nous sommes dans une troisième période d'extrême tension. Je pense qu'elle pourra s'achever par un meilleur équilibre.\

QUESTION.- Par quel moyen on peut assurer cet équilibre ?

- LE PRESIDENT.- D'abord, c'est la sagesse des responsables. Il faut qu'ils connaissent leurs limites. A quoi ça sert d'armer, de surarmer, de ruiner l'économie et de rechercher des armes de

mort indéfiniment pour être supérieur à l'autre. Un bon accord entre ceux qui participent à cette course vaut mieux pour eux. Donc, cela c'est la sagesse. La sagesse commence par soi-même. De plus, je pense que l'Union soviétique `URSS` a besoin de reconstruire son économie, qu'elle en a vraiment envie, qu'elle en a le plus grand besoin, qu'il y a beaucoup de générations nouvelles en Union soviétique qui aspirent à vivre mieux. Ce peuple a beaucoup de moyens de s'accomplir, de s'épanouir, beaucoup de richesses en lui-même, de richesses intellectuelles, morales, artistiques et puis une terre immense que l'on peut exploiter. Je crois aussi que les Etats-Unis d'Amérique, surtout en période électorale devront jouer davantage de leur capacité d'expansion économique donc cesser de vivre avec un formidable déficit budgétaire dans lequel intervient gravement leur armement, en finir avec des taux d'intérêt réels de l'argent, excessifs, qui gênent considérablement l'industrie, bref, beaucoup d'éléments sont là qui permettent de penser que les responsables ont intérêt à aller vers une période plus paisible. A-partir de là, leur intérêt sera le nôtre.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez mentionné les relations Nord-Sud et je me souviens très bien de vos mots pendant la conférence des pays les plus pauvres `PMA` dans le monde tenue ici à Paris. Paraît-il qu'il y a des conseils qui conseillent seulement de serrer la ceinture et d'investir sans argent. Est-ce que c'est possible de sortir de cette crise économique dans le Sud sans l'aide de la communauté internationale des pays industrialisés ?

- LE PRESIDENT.- Non, non, ce n'est pas possible. Il faut que ce soient les pays industrialisés qui donnent l'élan. La France pour son compte - elle n'a pas que des mérites ou des vertus - vous parliez de moralisation tout à l'heure - je ne me place pas sur ce terrain-là - à l'égard du tiers monde, a une certaine conception à laquelle elle est restée fidèle. C'est ainsi que dans le retrait que vous avez pu constater de l'aide multilatérale aux différents pays en voie de développement, retrait, réduction, voyez l'AID, voyez le développement du Fonds monétaire international, la politique de la Banque mondiale rétrécie, la France non seulement a maintenu ses aides mais elle les a accrues, elle les a accrues dans une période où son propre budget pour elle-même connaît une réduction sensible.

- Vous savez par exemple que notre budget national sera inférieur cette année au taux de notre inflation, taux de notre inflation qui se situera dans l'année 1984 j'espère à un taux raisonnable. Nous luttons pour atteindre 5 % mais en fin 1983 nous serons à près de 9 et nous avons établi un budget sur une augmentation de 6 %. Eh bien dans le même temps, nous avons prévu des aides aux pays en voie de développement qui vont de 19 % selon les cas à 8 %. On pourrait dire, que la moyenne de notre aide, la moyenne qui est une notion un peu fautive mais enfin qui dit ce qu'elle veut dire est de l'ordre de 12 - 13 %, c'est-à-dire le double de l'évolution de notre budget. Cela veut dire que nous avons donc donné une priorité à l'aide au tiers monde. Vous savez qu'il y a une recommandation des Nations unies qui demande que chacun des pays atteigne un chiffre de 0,7 % de leur produit intérieur brut, 0,15 % pour les pays les moins avancés. Si l'on soustrait l'aide que nous apportons naturellement à nos territoires d'outre-mer - on ne peut pas faire une assimilation exacte - nous étions environ à 0,3 % et nous montons d'année en année c'est-à-dire que nous participons de plus en plus à une aide qui, elle, diminue de plus en plus. Donc, relativement, nous sommes parmi ceux qui, avec la Grande-Bretagne et deux ou trois autres pays, font le plus grand effort tandis qu'on observe de graves défaillances.\

QUESTION.- Pour vous le nouvel ordre économique c'est une réalité ou une illusion ?

- LE PRESIDENT.- Non, ce n'est pas une illusion, ce n'est pas encore une réalité non plus. C'est un effort, une recherche et je pense que cela peut devenir dans quelques temps une volonté politique. Cette volonté politique a existé à un certain moment. Elle a existé au moment de la deuxième guerre mondiale lorsque l'on a construit les accords de Bretton Woods qui étaient un système monétaire international. Différents plans d'aide ont été lancés, des institutions spécialisées créées et tout cela c'était un grand progrès. Et puis ensuite la crise, le relâchement, chacun se replie sur soi. J'ai le sentiment que cela doit et peut reprendre.\

QUESTION.- En vous écoutant, monsieur le Président, de temps en temps j'ai l'impression que vous donnez beaucoup d'importance au culturel, les voies culturelles, les industries culturelles

dans ce déséquilibre mondial. Qu'est ce que cela veut dire exactement les industries culturelles dans ce déséquilibre mondial ?

- LE PRESIDENT.- D'abord parce que tout ce qui est culturel répond à un besoin, à une capacité de créer et lorsqu'un peuple est capable de créer dans le domaine esthétique ou de la pensée, il doit être capable de créer autre chose. C'est à partir de certaines idées, d'une certaine appréhension du monde qu'on a le goût, qu'on a l'envie de vivre, de développer une économie, on parie sur l'avenir au lieu de rester à pleurer sur le passé ou sur les incapacités du présent. C'est donc une vertu d'enthousiasme, de création, d'imagination et s'il y a un développement cela entraîne forcément un renouveau, une renaissance dans tous les autres domaines. Voici ma première réponse.

- La deuxième réponse c'est que d'un point de vue tout à fait mercantile, mais enfin c'est la question que vous m'avez posée, oui les industries de la culture sont devenues de plus en plus importantes. Pensez maintenant au cinéma, à la télévision, aux cassettes, aux satellites, aux réseaux câblés, pensez à l'industrie du disque, à l'industrie du livre. Il y a là toute une série d'industries qui ont une valeur économique tout à fait considérable. Ce n'est pas pour cette deuxième raison que j'ai exprimé la première mais après tout s'il en est ainsi, c'est aussi bien pour tout le monde, ce n'est pas de l'argent perdu quand on le place sur la culture.\

QUESTION.- Avec 40000 enfants qui meurent chaque jour dans le monde et sans argent comment achever cela ?

- LE PRESIDENT.- Là je parlais pour la France, je répondais sur la France. Je pense en effet que les pays comme le nôtre ont des devoirs. Je m'en suis expliqué lorsque je vous ai dit que la France n'avait pas relâché son effort à l'égard des pays en voie de développement, qu'elle l'avait même accru dans une période de crise qui nous frappe durement nous-mêmes. Mais il n'en reste pas moins que c'est une absurdité tragique que de discuter comme je viens de le faire à Athènes de quelques millions de tonnes de stocks excédentaires de lait et de beurre en Europe et de savoir qu'il y a comme vous disiez des centaines de milliers d'enfants et de personnes qui meurent de faim chaque année. Il y a là comme une sorte de manque de vue universelle qui devrait devenir un impératif de la fin de ce siècle à mon avis.\

QUESTION.- Quand vous avez mentionné les universels, je me permets de faire appel à mes souvenirs de journaliste lors de la première interview que vous m'avez accordée au mois de mai 1976 lorsque l'on parlait de non alignement dont la Yougoslavie est très attachée et je vous cite, vous m'avez dit : "non alignement c'est une nécessité pour la Yougoslavie et peut-être pour d'autres pays et peut-être c'est une stratégie de l'avenir. Peut-être la prochaine fois je vous en dirai plus". Monsieur le Président qu'est-ce que vous pouvez me dire du non alignement ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que la France pour commencer par mon pays se trouve, par la géographie et par l'histoire, placée à un carrefour. Elle a été mêlée à l'histoire de ces siècles de telle sorte qu'il lui est pratiquement impossible - et en même temps cela n'est pas désirable pour elle - d'être dans le non alignement. Il y a des réalités en Europe, vous y êtes aussi. On a vu de quelle façon la deuxième guerre a partagé l'Europe. Notre armement est purement national. Malgré tout nous avons des alliés, nous sommes dans une alliance. Mais je crois que la démarche des pays dits non alignés a répondu à une très grande idée dont d'ailleurs la Yougoslavie est à l'origine avec des pays comme l'Egypte comme l'Inde. Mais vous le savez la Yougoslavie à un rôle éminent depuis le premier jour dans cette conception du monde. Moi je le trouve très utile et même très nécessaire et je m'efforce d'obtenir que de bonnes relations et une bonne compréhension unissent la France aux peuples non alignés. Je trouverai dommage que le monde soit constamment obligé de se couper en deux selon les intérêts dominants d'aujourd'hui. Donc ceux qui ont la possibilité d'y échapper ont bien raison de s'organiser pour trouver une telle philosophie de la politique extérieure dans le monde.\

QUESTION.- Monsieur le Président sur le train yougoslave bientôt vous allez visiter Belgrade. Quels sont les grands thèmes que vous allez discuter avec les dirigeants yougoslaves ?

- LE PRESIDENT.- Cela va dépendre d'eux pour une large part. Je voudrais d'abord vous dire que pour moi c'est un voyage intéressant que j'espère utile et que je voudrais commencer par un salut adressé au peuple yougoslave. Que tous ceux qui participent à votre vie nationale sachent que le

carrière de peuple jugoslaves, des tous ceux qui participent à votre vie nationale sachant que le Président de la République française va chez eux comme en pays ami et que si c'est une occasion de resserrer des liens qui sont bons et de leur donner plus de vie, plus de force, plus d'actualité, cela sera une bonne chose. Donc d'abord je veux saluer les femmes et les hommes de chez vous et bien entendu les responsables, les dirigeants que j'aurai l'occasion de mieux connaître pendant les deux jours et demi que je passe dans votre pays. Nous avons des questions multiples qui sont tout naturellement à l'ordre du jour sans que l'on ait décidé un ordre du jour, on voit bien de quoi on peut parler : économie, relations bilatérales entre nos deux pays sur le -plan industriel notamment et sur le -plan bancaire. Sur le -plan culturel précisément nous avons beaucoup de choses à nous dire car la présence française en Yougoslavie a besoin d'être renforcée sur le -plan de notre langue, de notre culture.

- QUESTION.- Par quel moyen je m'excuse de vous interrompre ?

- LE PRESIDENT.- Plus de présence, il faut avoir plus de professeurs, il faut avoir plus de librairies, il faut avoir plus de conférences, il faut s'intéresser davantage aux très riches cultures de votre pays qui sont des cultures diverses et qui font partie du paysage de l'Europe, qui en font partie comme nous-mêmes, autant que nous. Donc cette connaissance doit être approfondie. Et puis, je le répète, il y a aussi des intérêts particuliers très honorables. Il faut traiter de nos affaires. Cela dit ce ne serait pas suffisant. Je crois que des relations bilatérales doivent s'inscrire dans un certain débat de caractère général. La Yougoslavie et la France sont deux pays indépendants, elles ont bien le droit et la possibilité de parler ensemble de la façon dont elles conçoivent ce qui se passe dans le monde, en Amérique latine, en Extrême-Orient, dans le reste de l'Europe, en Afrique où ailleurs.\

QUESTION.- L'année prochaine à Stockholm la conférence sur le désarmement...

- LE PRESIDENT.- où on se retrouvera. On se retrouvera aussi à cette occasion-là qui est une très bonne occasion. C'est peut-être le dernier endroit où tous les pays d'Europe peuvent se rencontrer pour parler de l'apaisement des passions, du désarmement, d'une bonne entente, de mesures de sécurité ou de confiance. Il n'y a plus beaucoup d'endroits où l'on peut faire cela, donc il faut aller à Stockholm.\

QUESTION.- Vous avez dit que les relations entre la Yougoslavie et la France sont bonnes. Mais est-ce qu'on peut aller jusqu'au sommet des escaliers dans les relations entre les deux pays qui sont des alliés depuis longtemps ?

- LE PRESIDENT.- Oui, on peut. Il n'y a rien à dire contre. Je n'ai pas constaté de différends sérieux depuis longtemps entre nos deux pays mais nous avons tendance un peu, nous Français, à vivre retirés chez nous. On disait, mais ce n'est pas vrai d'ailleurs, que les Français ne connaissaient pas la géographie, qu'ils avaient besoin de s'ouvrir sur les cultures extérieures. C'est une bonne occasion, et avec la Yougoslavie en-particulier qui a été mêlée à tellement d'événements de notre histoire, je pense que ces relations peuvent s'améliorer encore. Elles sont bonnes, je vous l'ai dit, mais le champ est encore vaste, on peut monter plusieurs marches de l'escalier selon votre expression.\

QUESTION.- Monsieur le Président je suppose maintenant que l'on parle de la Yougoslavie que vous allez aborder avec les dirigeants yougoslaves la question des libertés et des droits de l'homme. Etant donné que vous êtes un homme de culture et que vous êtes un théoricien du socialisme, je me permets de vous demander plus ou moins au point de vue théorique : est-ce que la pluralité des intérêts d'homme peut aboutir à une démocratie plus élevée que celle des pluralités des intérêts des partis politiques ?

- LE PRESIDENT.- Moi je ne suis pas à même de juger la façon dont on conçoit les droits de l'homme en Yougoslavie et je n'ai pas l'intention de me mêler, au-delà de ce qui est raisonnable, de vos affaires intérieures. La lutte pour les droits de l'homme est une lutte constante, on a constamment besoin de surveiller, de veiller. Moi dans mon propre pays à tout moment je veille. On se laisserait vite aller ici où là à des excès de sectarisme, à des amorces de passion excessives. Le droit est un bien précieux qui est souvent fragile mais mon pays est quand même un pays dans lequel les lois universelles sont bien respectées, dans lequel les institutions sont bien équilibrées. Ce n'est pas un mal dont nous souffrons, nous en avons d'autres mais pas celui-

là. En tout cas si nos deux pays peuvent définir avec une grande précision de quelle façon pourrait être mieux défendus les droits de l'homme en Europe en-particulier et le dire sans se poser en professeur de morale mais en disant : "Voilà c'est quand même là que se trouve la civilisation" eh bien si nous pouvons le dire ensemble ce serait mieux que de le dire tout seul.\